

Le partenaire chinois d'Airbus, AVIC, complice des crimes internationaux commis par l'armée birmane

Justice For Myanmar et Info Birmanie demandent à Airbus d'utiliser son influence pour mettre fin à la fourniture d'armes par AVIC à l'armée birmane.

Une enquête menée par Justice For Myanmar et Info Birmanie a révélé des preuves accablantes de la fourniture continue d'avions et d'armes par Aviation Industry Corporation of China (AVIC) à la junte militaire du Myanmar (ancienne Birmanie).

L'armée birmane utilise les avions fournis par AVIC pour commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité à l'encontre du peuple birman, en toute impunité.

Le rapport « *#AIRBUSTED : Comment un proche partenaire d'Airbus, AVIC, fournit des armes à l'armée birmane et ce qu'Airbus devrait faire à ce sujet* » détaille comment AVIC fournit des avions de chasse, des aéronefs de combat et de transport militaire à l'armée birmane, qui sont utilisés pour des attaques aériennes aveugles sur des civils.

Le rapport contient de nouveaux détails sur l'achat récent d'avions de combat FTC 2000G et de divers missiles.

AVIC soutient également l'armée de l'air du Myanmar en continuant à fournir des services de maintenance, de réparation et de révision pour les appareils chinois à ailes fixes utilisés par la junte.

Le géant français de l'aérospatiale Airbus est un investisseur majeur dans la société holding d'AVIC cotée à Hong Kong, AviChina, et un partenaire stratégique d'AVIC en Chine.

Malgré le rôle connu d'AVIC dans l'armement de la brutale junte birmane, Airbus a maintenu et même augmenté ses investissements et sa collaboration avec les entreprises contrôlées par AVIC. Et ce, alors même que d'autres investisseurs se sont retirés en raison des liens d'AviChina avec les transferts d'aéronefs militaires et d'armes à la junte du Myanmar.

L'enquête met en évidence une contradiction flagrante entre les déclarations publiques et les actions privées des principaux actionnaires d'Airbus, à savoir les gouvernements français, allemand et espagnol.

Si ces gouvernements ont publiquement condamné les crimes commis par l'armée birmane et se sont engagés à mettre fin aux flux d'armes, ils semblent -à minima- silencieux quant à la poursuite de la collaboration d'Airbus avec AVIC en coulisses.

Justice For Myanmar et Info Birmanie demandent à Airbus d'utiliser immédiatement son influence pour faire pression sur AVIC afin qu'elle cesse toute collaboration avec la junte du Myanmar. Si AVIC

n'obtempère pas, Airbus doit se désengager de manière responsable de toutes les entités contrôlées par AVIC.

Les gouvernements français, allemand et espagnol, doivent aligner leurs actions sur leurs engagements publics en s'assurant qu'Airbus agisse pour couper ses liens avec les crimes de guerre en Birmanie.

Le peuple birman mérite plus que des paroles en l'air. Il est temps de prendre des mesures concrètes pour mettre fin au flux d'armes et de soutien à la sanglante junte militaire birmane.

Yadanar Maung, porte-parole de Justice For Myanmar, déclare :

« Airbus ferme les yeux depuis trop longtemps sur les affaires douteuses conclues par AVIC avec la brutale junte militaire du Myanmar. »

« Avec la documentation et les rapports crédibles des Nations Unies sur la crise des droits humains au Myanmar, Airbus devait savoir que son partenaire commercial clé, AVIC, fournissait des avions, des armes et des services de maintenance technique à la junte du Myanmar. »

« Airbus et ses États actionnaires doivent mettre fin au flux d'armes d'AVIC vers l'armée génocidaire du Myanmar, ou s'assurer qu'Airbus cesse définitivement ses activités avec AVIC. »

« Comment prendre au sérieux les condamnations de l'Espagne, de l'Allemagne et de la France si leurs investissements soutiennent la junte au Myanmar ? »

Johanna Chardonnières, coordinatrice d'Info Birmanie, déclare :

« De multiples outils ont été mis en place, en France, au niveau européen et international pour garantir la responsabilité des entreprises. Notre enquête établit de sérieux doutes sur la capacité d'Airbus à les respecter sur le conflit birman »

« Airbus n'est pas une entreprise comme les autres, de par sa production liée à la défense et du fait de l'identité de ses actionnaires fixes : des États. Les gouvernements français, espagnol et allemand ont une responsabilité et un devoir d'agir lorsque le partenaire d'Airbus est lié à des crimes de guerre. »

« Les gouvernements français, espagnol et allemand, aux côtés de l'Union Européenne ont condamné les atrocités commises en Birmanie. Aujourd'hui ils ont l'occasion de montrer leurs capacités d'actions, en cohérence avec de leurs discours, valeurs et prise de sanctions. »